



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/15
23 octobre 2020

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS



COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-sixième réunion
Montréal, 2 – 6 novembre 2020
Reportée : 8 – 12 mars 2021¹

RAPPORT PÉRIODIQUE GLOBAL AU 31 DÉCEMBRE 2019

1. Le rapport périodique global résume les progrès et les données financières des agences bilatérales et d'exécution² au 31 décembre 2019, comme communiqués dans leurs rapports périodiques respectifs³ au Secrétariat.
2. Le rapport périodique global et les rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution portent sur toutes les matières réglementées au titre du Protocole de Montréal. Compte tenu que les activités et projets sur les HFC ont été financés à partir des contributions régulières au Fonds multilatéral, ou au moyen des contributions supplémentaires volontaires de 17 pays non visés à l'article 5 souhaitant offrir un soutien pour le démarrage rapide de la mise en œuvre du Protocole de Kigali,⁴ les informations portant sur ces projets sont présentées séparément, selon la source de financement.

¹ À cause du coronavirus (COVID-19)

² Les agences suivantes ont remis un rapport périodique : Allemagne, Australie, Canada, Fédération de Russie, Espagne, France, Italie, Japon, PNUD, PNUE, ONUDI et Banque mondiale (UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/16 à 86/20).

³ Le Comité exécutif a demandé que des renseignements détaillés sur chacun des projets soient mis à la disposition des membres du Comité et une version papier offerte sur demande (décision 19/23). La base de données du rapport périodique global est disponible dans un chiffrier Microsoft Excel, sur le site Intranet du Comité exécutif.

⁴ Le Comité exécutif a accepté avec satisfaction, à sa 77^e réunion, les contributions supplémentaires annoncées par 17 pays non visés à l'article 5 pour permettre le démarrage rapide de la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, étant entendu que ce financement ne serait offert qu'une seule fois et qu'il ne changerait en rien les contributions des pays donateurs. Les Parties contributrices sont : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et Suisse.

Processus d'analyse par le Secrétariat

3. Le Secrétariat a examiné individuellement tous les rapports périodiques annuels proposés par les agences bilatérales et d'exécution. L'analyse a été effectuée en fonction des étapes déterminées pour les projets d'investissement et ne portant pas sur des investissements, notamment la signature des accords; la date de d'émission du premier décaissement; l'état de l'achat et de l'installation de l'équipement; l'état des services offerts, y compris la formation des techniciens en réfrigération et des douaniers; le niveau de décaissement des sommes approuvées; l'achèvement opérationnel et financier du projet; et le retour des soldes.

4. Des problèmes possibles ont été soulevés pendant l'examen des projets, notamment la non-signature des accords; l'absence d'un administrateur du Bureau national de l'ozone; l'absence de rapports périodiques financiers; les retards dans le processus d'achat; l'absence de technologies de remplacement sur les marchés locaux; et les questions de sécurité dans les pays. Tous les projets pour lesquels des questions demeurent en instance présentaient un faible niveau de décaissement des fonds et/ou faisaient l'objet d'une demande de report de la date d'achèvement.

5. Le Secrétariat s'est entretenu à plusieurs reprises avec les agences bilatérales et d'exécution concernant les projets et activités pour lesquels des questions demeurent en instance et plusieurs questions ont été réglées de façon satisfaisante. En ce qui concerne les projets pour lesquels les questions n'ont pas pu être réglées, les recommandations proposées pour examen par le Comité exécutif ont été abordées et convenues avec les agences bilatérales et d'exécution. Les projets à annuler, les projets pour lesquels un report de la date d'achèvement a été demandé et les projets de renforcement des institutions dont les phases se chevauchent sont examinés dans les documents principaux et la liste des projets⁵ pour lesquels des questions ont été recensées est jointe à l'annexe I des rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution. Les recommandations seront examinées au cours des échanges sur les rapports des agences d'exécution à la 86^e réunion.

Décisions récentes concernant les rapports périodiques

6. Le Comité exécutif a examiné, à sa 84^e réunion, le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/84/16, Rapport périodique global au 31 décembre 2018. À l'issue des échanges le Comité a pris les décisions suivantes concernant les rapports périodiques présentés à la 86^e réunion :

- a) Unités de mesure des quantités dans les projets sur les HFC (décision 84/12 a) iv));
- b) Rapport sur les projets et activités sur les HFC financés à partir des contributions supplémentaires (décision 84/12 b) et c));
- c) Annulation d'éléments d'accords pluriannuels (décision 84/45 c)).

Unités de mesure des quantités dans les projets sur les HFC (décision 84/12 a) iv))

7. Le rapport périodique global au 31 décembre 2018 remis à la 84^e réunion précisait qu'avant l'Amendement de Kigali, toutes les substances visées au Protocole de Montréal étaient des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et que les objectifs de réglementation de ces substances étaient exprimés en tonnes PAO. Les substances visées par l'Amendement de Kigali ne sont pas substances qui appauvrissent la couche d'ozone et leurs objectifs sont exprimés en tonnes métriques d'équivalent de CO₂ (tm éq-CO₂).⁶

⁵ Ne comprenant pas les projets examinés dans les documents de proposition de projets concernés, dans les rapports sur les projets comportant des exigences particulières pour la remise de rapports (UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/21 et Add.1) et dans le rapport sur les retards dans la proposition des tranches (UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/24).

⁶ Consommation en tonnes métriques (tm) multipliée par le potentiel de réchauffement de la planète (PRG) de la substance.

Nonobstant les deux unités de mesure différentes utilisées pour communiquer les données sur les substances réglementées, les rapports périodiques remis à la 84^e réunion faisaient état de tonnes PAO pour toutes les substances réglementées. Afin de corriger la situation, le Secrétariat a proposé de modifier le modèle afin de permettre l'utilisation de deux unités de mesure (tonnes PAO et tm éq-CO₂) dans les rapports périodiques au 31 décembre 2019.

8. À l'issue des échanges, le Comité exécutif a pris note que le Secrétariat, en collaboration avec les agences bilatérales et d'exécution, révisera la base de données des rapports périodiques en y intégrant la mesure en tonnes d'équivalent de CO₂ pour les substances de l'annexe F et déclarera ces valeurs dans les rapports périodiques proposés à la 88^e réunion et dans tous les rapports périodiques qui suivront (décision 84/12 a) iv)).

9. En réponse à la décision 84/12 a) iv), les chiffres contenus dans le rapport périodique global et les rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution au 31 décembre 2019 présentés à la 86^e réunion sont exprimés en tonnes PAO pour toutes les substances réglementées.

Rapport sur les projets et activités sur les HFC financés au titre des contributions supplémentaires (décision 84/12 b) et c))

10. Le Comité exécutif, à sa 84^e réunion, a aussi chargé le Secrétariat de remettre à la 85^e réunion un rapport périodique supplémentaire sur les projets d'investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC financés au titre des contributions supplémentaires volontaires d'un groupe de 17 pays non visés à l'article 5, en identifiant les pays pour lesquels les projets ont été approuvés et en offrant un aperçu des objectifs, de l'état de la mise en œuvre, des principales conclusions et des enseignements tirés, des quantités de HFC éliminées s'il y a lieu, des sommes approuvées et décaissées, et des difficultés potentielles qui pourraient nuire à l'achèvement des activités et projets, étant entendu que les renseignements seraient fournis sur une base individuelle pour les projets en lien avec les HFC et globalement pour les activités de facilitation sur les HFC (décision 84/12 b)).

11. En réponse à la décision 84/12 b), le Secrétariat a présenté le rapport sur les activités en lien avec les HFC à la partie V du document UNEP/OzL.Pro/85/9, Rapports périodiques et rapports sur les projets comportant des exigences particulières pour la remise de rapports, que le Comité exécutif a examiné dans le cadre du processus d'approbation intersessions (PAI) de la 85^e réunion.⁷ Le Comité exécutif a pris note des renseignements sur les projets d'investissement en lien avec les HFC et les activités de facilitation, proposés par les agences bilatérales et d'exécution conformément à la décision 84/12b).⁸

12. Le Comité exécutif, à sa 84^e réunion, a également chargé le Secrétariat et les agences bilatérales et d'exécution d'inclure les renseignements sur les projets d'investissement liés aux HFC et les activités de

⁷ À cause de la pandémie de la COVID-19, le Comité exécutif est convenu de reporter sa 85^e réunion, prévue à l'origine du 25 au 29 mai 2020, et de la présenter immédiatement avant la 86^e réunion, en novembre 2020. Le Comité exécutif a décidé de mettre en place un processus d'approbation intersessions pour les projets et activités devant être proposés à la 85^e réunion, afin de garantir la continuité des activités en lien avec la conformité dans les pays visés à l'article 5 et de réduire sa charge de travail lors de la reprise de ses activités. Les points de l'ordre du jour qui ne seraient pas examinés dans le cadre du processus d'approbation intersessions seraient ajoutés à l'ordre du jour de la 86^e réunion. Compte tenu de l'évolution de la pandémie, le Comité exécutif a remis les deux réunions au mois de mars 2021, ce qui créera une période de 15 mois entre les 84^e et 86^e réunions. Le PAI de la 85^e réunion a débuté le 4 mai 2020 et a pris fin le 8 juin 2020. Au cours de ce processus, le Comité exécutif a examiné 42 documents de réunion, dont les rapports sur les projets comportant des exigences particulières pour la remise de rapports, l'Aperçu des questions recensées pendant l'examen des projets; les propositions de projets présentés au titre de la coopération bilatérale et des programmes de travail du PNUD, du PNUE et de l'ONUDI pour l'année 2020 et les propositions de projet pour 35 pays visés à l'article 5 et les 12 pays insulaires du Pacifique (le rapport sur le processus est présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/85/IAP/3).

⁸ La décision sera incluse dans le rapport de la 85^e réunion.

facilitation, financés à partir des contributions supplémentaires, dans tous les rapports périodiques globaux et rapports périodiques individuels jusqu'à ce que tous les projets d'investissement et activités de facilitation en lien avec les HFC soient achevés (décision 84/12 c)).

13. En réponse à la décision 84/12 c), un rapport périodique détaillé sur l'état de la mise en œuvre de chaque projet d'investissement en lien avec les HFC et un rapport global sur toutes les activités de facilitation en lien avec les HFC sont inclus dans le présent document. Les renseignements concernant ces projets et activités sur les HFC ont également été joints aux rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution, séparément des projets et activités financés par le Fonds multilatéral.

Annulation des éléments d'accords pluriannuels (décision 84/45 c))

14. Le Comité exécutif, à sa 84^e réunion, a adopté une politique et des procédures connexes pour l'annulation des éléments d'accords pluriannuels (décision 84/45 c)).

15. Conformément à la décision 84/45 c), le Secrétariat a recensé tous les éléments d'accords pluriannuels dont la mise en œuvre accuse du retard et a informé les agences bilatérales et d'exécution concernées. Les recommandations du Secrétariat sont jointes à l'annexe I des rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution.

Portée du document

16. Le présent document comprend les parties suivantes :

Partie I : Projets approuvés au titre des contributions régulières au Fonds multilatéral. Elle propose un sommaire des progrès dans la mise en œuvre des projets en 2019 et cumulatifs depuis 1991 pour toutes les substances visées par le Protocole de Montréal, y compris les substances de l'annexe F (HFC); un examen de l'état de la mise en œuvre de tous les projets en cours⁹ par pays; et un recensement des projets dont la mise en œuvre accuse du retard et les conséquences possibles sur l'élimination des substances réglementées, ainsi que des projets ayant des questions en instance pour examen par le Comité exécutif.

Partie II : Projets approuvés au titre des contributions supplémentaires volontaires pour un soutien au démarrage rapide de la réduction progressive des HFC. Elle propose un sommaire de l'état de la mise en œuvre des projets de réduction progressive des HFC financés au titre des contributions volontaires.

Recommandation

17. Le document contient également les annexes suivantes :

Annexe I Un aperçu des projets et activités en lien avec les HFC, qui propose un aperçu de tous les projets et activités relevant du Fonds multilatéral, indépendamment de leur source de financement, par pays, comprenant l'état de la ratification de l'Amendement de Kigali et l'état du programme d'octroi de permis pour les HFC.

⁹ Les projets en cours consistent en tous les projets dont la mise en œuvre avait débuté au 31 décembre 2019. Les principaux indicateurs de progrès sont : le pourcentage des sommes décaissées et le pourcentage des projets pour lesquels le décaissement de fonds a commencé; le décaissement prévu d'ici la fin de l'année en tant que pourcentage du financement approuvé; la durée moyenne des retards dans la mise en œuvre des projets; et les renseignements fournis dans la colonne des commentaires de la base de données des rapports périodiques.

- Annexe II Une analyse du rapport périodique global, qui présente de l'information globale depuis la création du Fonds multilatéral jusqu'au 31 décembre 2019, en deux parties : la partie I, projets approuvés au titre des contributions régulières au Fonds multilatéral et la partie II, projets approuvés au titre des contributions supplémentaires volontaires en soutien au démarrage rapide de la réduction progressive des HFC.
- Annexe III Un rapport sur les projets d'investissement en lien avec les HFC et les activités de facilitation financés au titre des contributions supplémentaires volontaires d'un groupe de 17 pays non visés à l'article 5, qui propose un rapport périodique exhaustif des activités en lien avec les HFC financées à partir des contributions volontaires, conformément à la décision 84/12 b) et c).

18. Les rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution ne comprenaient aucune question d'orientation pour examen par le Comité exécutif et aucune question d'orientation n'a été recensée pendant l'examen des projets par le Secrétariat.

PARTIE I : PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS RÉGULIÈRES AU FONDS MULTILATÉRAL

Sommaire des progrès dans la mise en œuvre des projets en 2019 et cumulatifs

19. Le sommaire des activités et des projets entrepris par les agences bilatérales et d'exécution en 2019 et cumulatif de 1991 au 31 décembre 2019 est présenté ci-dessous :

- a) **Élimination** :¹⁰ Une quantité de 2 680,5 tonnes PAO de consommation de substances réglementées a éliminée en 2019 et l'approbation a été donnée pour éliminer 401 tonnes PAO de plus. Au total, 288 028 tonnes PAO de consommation et 205 377 tonnes PAO de production de substances réglementées ont été éliminées par rapport à un total prévu de 467 583 tonnes PAO dans le cadre de projets approuvés, depuis 1991 (ne comprenant pas les projets annulés et transférés);
- b) **Décaissements/approbations** : Selon le rapport périodique de 2018, 78,96 millions \$US avaient été décaissés et 76,13 millions \$US de plus devaient être décaissés en 2019, ce qui représente un taux de décaissement de 104 p. cent de la somme prévue. Cumulativement, 3,08 milliards \$US des 3,32 milliards approuvés aux fins de décaissement ont été décaissés (ne comprenant pas les coûts d'appui aux agences), ce qui représente un taux de décaissement de 93 p. cent. Une somme de 54,29 millions a été approuvée pour la mise en œuvre, en 2019;
- c) **Rapport coût-efficacité (en tonnes PAO)**:¹¹ Le rapport coût-efficacité moyen des projets d'investissement menant à la réduction permanente de la consommation est de 8,31 \$US/kg depuis 1991. Le rapport coût-efficacité pour le secteur de la production est de 4,62 \$US/kg et le rapport coût-efficacité moyen des projets d'investissement par tonne PAO est de 4,77 \$US/kg pour les projets achevés et de 57,94 \$US/kg pour les projets en cours;¹²

¹⁰ L'élimination comprend les projets d'investissement approuvés pour les HFC représentant 335,5 tm (521 709 tm éq-CO₂).

¹¹ Comprend 335,5 tm des projets d'investissement pour les HFC.

¹² Le rapport coût-efficacité plus élevé des projets en cours est surtout attribuable aux valeurs PAO moins élevées des HCFC et aussi aux moyens par lesquels les agences attribuent l'élimination. Le rapport coût-efficacité du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) des accords pluriannuels est de 81,53 \$US/kg et de 23,93 \$US/kg pour la phase I des plans de gestion de l'élimination de la production de HCFC.

- d) **Nombre de projets achevés** : Deux cent deux projets ont été achevés en 2019. Au total, 7 636 des 8 406 projets (sauf les projets annulés et transférés) financés par le Fonds multilatéral ont été achevés depuis 1991, ce qui représente un taux d'achèvement de 91 pour cent;
- e) **Rapidité d'exécution, projets d'investissement** : Les projets achevés avant 2019 ont généralement été menés à terme 55 mois après leur approbation. La durée moyenne d'achèvement des projets d'investissement a été de 37 mois après l'approbation depuis 1991. Les premiers décaissements pour ces projets ont été effectués 14 mois, en moyenne après leur approbation;
- f) **Rapidité d'exécution, projets ne portant pas sur des investissements** : Les projets achevés en 2019 ont été menés à terme 40 mois, en moyenne, après leur approbation. La durée moyenne d'achèvement des projets ne portant pas sur des investissements a été de 38 mois après l'approbation depuis 1991. Les premiers décaissements pour ces projets ont été effectués 12 mois, en moyenne, après leur approbation;
- g) **Préparation des projets** : Au total, 1 593 des 1 727 activités de préparation de projet approuvées en date de la fin de 2019 ont été achevées, ce qui laisse 134 activités en cours. Soixante activités de préparation de projet ont été approuvées en 2019 et quatre ont été achevées;
- h) **Retards dans la mise en œuvre** : Au total, 770 projets étaient en cours de mise en œuvre à la fin de 2019 et connaissaient un retard moyen de 22 mois. Quatre-vingt-quatorze de ces projets sont classés « projets dont la mise en œuvre accuse du retard »¹³ et sont assujettis à la procédure d'annulation de projet (la procédure ne s'applique pas aux projets de démonstration, à la préparation de projets et ni aux projets de renforcement des institutions);
- i) **Accords pluriannuels** : Un accord pluriannuel pour un plan d'élimination des SAO, un accord pluriannuel pour la production de bromure de méthyle et 152 accords pluriannuels pour des PGEH ont été approuvés en 2019, et 207 accords pluriannuels ont été achevés, ce qui représente un taux d'achèvement de 57 p. cent.

Progrès dans la mise en œuvre de projets en 2019

20. Les agences bilatérales et d'exécution ont mené à terme 57 pour cent des projets qu'elles prévoient terminer en 2019 et atteint 9 p. cent de l'objectif d'élimination globale, selon les dates d'achèvement déclarées dans le rapport périodique de 2018 et les résultats déclarés dans les rapports périodiques de 2019. Compte tenu que 189 des 476 projets en cours (ne comprenant pas les projets de renforcement des institutions et la préparation de projets) ont connu des retards depuis le rapport périodique de 2018, des rapports supplémentaires ont été demandés afin d'éliminer tous les obstacles ayant causé des retards.

21. Les agences bilatérales et d'exécution ont atteint un taux de décaissement global de 104 p. cent en 2019. Par pays et région, 69 pays (et régions) ont atteint un taux de décaissement de plus de 85 p. cent, tandis que 32 pays ont présenté un taux de décaissement inférieur à 50 p. cent.

¹³ Les projets approuvés depuis plus de 18 mois et pour lesquels le taux de décaissement est inférieur à 1 p. cent et les projets non achevés 12 mois après la date d'achèvement indiquée dans le rapport périodique (décision 22/61) (étant donné que cette procédure ne s'applique pas aux projets de démonstration, à la préparation de projet et au renforcement des institutions). Les composants des accords pluriannuels sont assujettis à la procédure d'annulation conformément à la décision 84/45 c).

22. Les agences bilatérales et d'exécution doivent présenter à la 87^e réunion un rapport sur 94 projets en cours dont la mise en œuvre accuse du retard et 55 projets et tranches de projets pluriannuels pour lesquels un rapport de situation a été recommandé.

23. L'appendice I à l'annexe II présente des renseignements sur la mise en œuvre des projets par pays en 2019 et l'appendice II à l'annexe II résume le financement total approuvé et décaissé pour les activités du PGEH par pays.

PARTIE II : PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS SUPPLÉMENTAIRES VOLONTAIRES POUR UN SOUTIEN AU DÉMARRAGE RAPIDE DE LA RÉDUCTION PROGRESSIVE DES HFC

24. Le Comité exécutif avait approuvé 144 projets en lien avec les HFC au titre des contributions supplémentaires volontaires pour la somme de 23,94 millions \$US (ne comprenant pas les coûts d'appui aux agences) au 31 décembre 2019. Le tableau 1 présente un sommaire de l'état de ces projets.

Tableau 1. État des projets approuvés en lien avec les HFC à la fin de 2019

Type	Nombre de projets			Financement (\$US)*			
	Approuvés	Achevés	% d'achèvement	Approuvés	Décaissement	Solde	% de décaissement
Investissement**	6	1	17	8 502 860	5 667 780	2 835 080	67
Préparation de projet	10	9	90	273 821	201 718	72 103	74
Assistance technique, activités de facilitation	128	12	9	15 160 943	5 981 581	9 179 362	39
Total	144	22	15	23 937 624	11 851 079	12 086 545	50

*Ne comprend pas les coûts d'appui aux agences.

**Élimination de 754,5 tm (1 108 442 tm d'éq-CO₂) de HFC.

25. Un projet d'investissement, neuf préparations de projet et 12 activités de facilitation avaient été menés à terme à la fin de 2019 sur les 144 projets approuvés. La prorogation de la date d'achèvement de 113 des 116 activités de facilitation en cours a été approuvée à la 83^e réunion (54 projets), à la 84^e réunion (54 projets) et à la 85^e réunion (cinq projets). Les activités de facilitation en cours en sont à différentes étapes de mise en œuvre et devraient être menées à terme en 2020 et 2021.

26. Les cinq autres projets d'investissement en cours devraient être achevés en 2020 et 2021 et l'activité de préparation de projet en cours devrait être menée à terme en 2020. Cumulativement, 11 851 079 \$US des 23 937 624 \$US approuvés pour le décaissement (ne comprenant pas les coûts d'appui aux agences) ont été décaissés, ce qui représente un taux de décaissement de 50 p. cent.

Observations du Secrétariat

27. Le Secrétariat a constaté que la mise en œuvre des activités de certains PGEH se poursuit au-delà de la date d'achèvement prévue dans l'accord entre le gouvernement concerné et le Comité exécutif et/ou la date d'achèvement décidée par le Comité exécutif, et a rappelé aux agences bilatérales et d'exécution que toute prorogation doit faire l'objet d'une demande présentée au Comité exécutif pour approbation avant la date d'achèvement du projet, en précisant qu'aucun engagement ne devait être pris avant l'approbation de la prorogation, conformément à la décision 82/11 b).

28. En conséquence, les agences d'exécution ont demandé la prorogation des dates d'achèvement prévues des projets d'élimination pour la Chine (ONUDI), l'Égypte (ONUDI), l'Iraq (PNUE et ONUDI).

les Maldives (PNUE), le Qatar (présentée à la 86^e réunion),¹⁴ la Serbie (PNUE et ONUDI) et la République arabe syrienne (ONUDI) et pour le projet d'inhalateur à doseur en Égypte (ONUDI), deux projets liés à l'élimination des SAO en Iraq (ONUDI) et le volet de l'Argentine d'un projet mondial de remplacement des refroidisseurs (ONUDI). Les recommandations concernant les demandes de prorogation des dates d'achèvement de ces projets sont abordées dans les rapports périodiques des différentes agences d'exécution, dans le document sur les rapports de projets ayant des exigences particulières de remise de rapports,¹⁵ dans le document sur le retard dans la proposition des tranches¹⁶ et dans les propositions de projet, selon le cas.

29. La phase I du PGEH pour l'Arabie saoudite est assujettie à l'annulation à la lumière de la décision 84/54 b); le Secrétariat a abordé en profondeur la question de la mise en œuvre avec l'ONUDI (agence principale) et le PNUE (agence de coopération), et est convenue de poursuivre la mise en œuvre de certains éléments dont la mise en œuvre en est déjà à étape avancée et/ou dont la mise en œuvre est prévue en 2020 mais qui n'a pas pu être achevée à cause de la pandémie de la COVID-19, et d'annuler d'autres éléments. Les détails des échanges et les recommandations pour ces éléments du projet sont présentés dans les rapports périodiques du PNUE¹⁷ et de l'ONUDI¹⁸.

30. Le Secrétariat a également pris note que la phase précédente du projet de renforcement des institutions de la Dominique était en cours et que la phase actuelle avait été approuvée en 2017. Conformément à la décision 82/11 c) i), le PNUE a été informé que la phase précédente était fermée et que le solde serait retourné à la 86^e réunion. Les détails des échanges et les recommandations pour le projet de renforcement des institutions sont présentés dans le rapport périodique du PNUE.¹⁹

RECOMMANDATION

31. Le Comité exécutif pourrait souhaiter prendre note :

- a) Du rapport global d'achèvement de projet du Fonds multilatéral au 31 décembre 2019 présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/15 ;
- b) Avec satisfaction des efforts entrepris par les agences bilatérales et d'exécution pour établir les rapports de leurs activités de 2019 ; et
- c) Que les agences bilatérales et d'exécution présenteront à la 87^e réunion, un rapport sur les 94 projets dont la mise en œuvre accuse du retard et 55 projets ou tranches d'accords pluriannuels en cours pour lesquels la remise de rapports de situation supplémentaires est recommandée, indiqués à l'annexe I des rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution.

¹⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/70

¹⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/21 et Add.1

¹⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/24

¹⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/18

¹⁸ UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/19

¹⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/18

Annexe I

APERÇU DES ACTIVITÉS ET PROJETS EN LIEN AVEC LES HFC

1. Le Comité exécutif approuve le financement de la mise en œuvre de projets d'investissement (décisions 78/3 (g)) et 79/54) et d'activités de facilitation depuis 1980, afin d'aider les Bureaux nationaux de l'ozone à respecter leurs obligations initiales en lien avec la réduction progressive des HFC au titre de l'Amendement de Kigali (décision 79/46).

2. Le Comité exécutif a approuvé 177 projets et activités en lien avec les HFC dans 133 pays au 31 décembre 2019, dont 12 demandes de préparation de projet, 13 projets d'investissement et 152 activités de facilitation, pour la somme de 31,86 millions \$US (ne comprenant pas les coûts d'appui).

3. Le tableau 1 présente un aperçu de tous les projets et activités en lien avec les HFC relevant du Fonds multilatéral, par pays, indépendamment de leur source de financement, en précisant l'état de la ratification de l'Amendement de Kigali et l'état du programme d'octroi de permis pour les HFC.

Tableau 1. Aperçu de tous les projets et activités en lien avec les HFC relevant du Fonds multilatéral

Pays	Groupe	Ratification de l'Amendement de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$US)		
				Activités de facilitation	Projets d'investissement	Préparation de projets
Afghanistan	1			150 000		
Afrique du Sud	1	Oui	En instance	240 000		
Albanie	1	Oui	En instance	94 978		
Algérie	1			150 000		
Angola	1			150 000		
Antigua-et-Barbuda	1					
Arabie saoudite	2			250 000		
Argentine	1	Oui	Oui	250 000	1 840 755	75 000
Arménie	1	Oui	En instance	150 000		
Bahamas	1			95 000		
Bahreïn	2			150 000		
Bangladesh	1	Oui	En instance	150 000	3 131 610	
Barbade	1	Oui	En instance			
Belize	1					
Bénin	1	Oui	Oui	150 000		
Bhoutan	1	Oui	En instance	50 000		
Bolivie (État plurinational de)	1			150 000		
Bosnie-Herzégovine	1			95 000		
Botswana	1			150 000		
Brésil	1					
Brunei Darussalam	1			150 000		
Burkina Faso	1	Oui	Oui	150 000		
Burundi	1					
Cap-Vert	1			95 000		
Cambodge	1			150 000		
Cameroun	1			150 000		
Chili	1	Oui	En instance	150 000		
Chine	1			250 000	1 275 000	64 066
Colombie	1			250 000		
Comores	1	Oui	En instance	50 000		

Pays	Groupe	Ratification de l'Amende- ment de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$US)		
				Activités de facilitation	Projets d'investisse- ment	Préparation de projets
Congo	1			150 000		
Costa Rica	1	Oui	En instance	150 000		
Côte d'Ivoire	1	Oui	En instance	150 000		
Cuba	1	Oui	En instance	150 000		
Djibouti	1			50 000		
Dominique	1			50 000		
Équateur	1	Oui	Oui	150 000		29 937
Égypte	1			250 000		30 000
El Salvador	1			150 000		
Érythrée	1			95 000		
Eswatini	1			95 000		
Éthiopie	1	Oui	En instance	95 000		
Fidji	1	Oui	En instance	150 000		
Gabon	1	Oui	En instance	150 000		
Gambie	1			95 000		
Géorgie	1			95 000		
Ghana	1	Oui	En instance	150 000		
Grenade	1	Oui	Oui	50 000		
Guatemala	1			150 000		
Guinée	1	Oui	En instance			
Guinée-Bissau	1	Oui	En instance	95 000		
Guinée équatoriale	1			150 000		
Guyana	1			95 000		
Haïti	1			95 000		
Honduras	1	Oui	En instance	150 000		
Îles Cook	1	Oui	En instance	50 000		
Îles Marshall	1	Oui	En instance	50 000		
Îles Salomon	1			95 000		
Inde	2					
Indonésie	1			250 000		
Iran (République islamique d')	2			250 000		
Iraq	2			250 000		
Jamaïque	1			150 000		
Jordanie	1	Oui	En instance	150 000	1 637 610	
Kenya	1			150 000		
Kiribati	1	Oui	En instance	50 000		
Koweït	2			250 000		
Kirghizistan	1			95 000		
Liban	1	Oui	En instance	150 000	1 053 858	30 000
Lesotho	1	Oui	En instance	95 000		
Liberia	1	Oui	En instance	95 000		
Libye	1			150 000		
Macédoine du Nord	1	Oui	En instance	95 000		
Madagascar	1			150 000		
Malawi	1	Oui	En instance	150 000		
Malaisie	1			250 000		
Maldives	1	Oui	Oui	95 000		
Mali	1	Oui	En instance	150 000		
Maroc	1			150 000		
Mauritanie	1			150 000		
Maurice	1	Oui	En instance	150 000		

Pays	Groupe	Ratification de l'Amendement de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$US)		
				Activités de facilitation	Projets d'investissement	Préparation de projets
Mexique	1	Oui	Oui	250 000	3 718 123	84 818
Micronésie (États fédérés de)	1	Oui	En instance	50 000		
Mongolie	1			95 000		
Monténégro	1	Oui	Oui	49 973		
Mozambique	1	Oui	En instance	150 000		
Myanmar	1			95 000		
Namibie	1	Oui	En instance	150 000		
Nauru	1			50 000		
Népal	1			95 000		
Nicaragua	1			150 000		
Niger	1	Oui	En instance	150 000		
Nigeria	1	Oui	En instance	250 000		
Nioué	1	Oui	En instance	50 000		
Oman	2			150 000		
Ouganda	1	Oui	En instance	50 000		
Pakistan	2			250 000		
Palau	1	Oui	Oui	50 000		
Panama	1	Oui	Oui	150 000		
Papouasie Nouvelle-Guinée	1			95 000		
Paraguay	1	Oui	Oui	150 000		
Pérou	1	Oui	En instance	150 000		
Philippines	1			225 992		
Qatar	2			150 000		
République arabe syrienne	1			250 000		
République de Moldavie	1					
République centrafricaine	1					
République démocratique du Congo	1			150 000		
République démocratique populaire lao	1	Oui	En instance	95 000		
République dominicaine	1			150 000	129 825	30 000
République populaire démocratique de Corée	1	Oui	En instance			
République unie de Tanzanie	1			95 000		
Rwanda	1	Oui	En instance	95 000		
Saint-Kitts-et-Nevis	1			50 000		
Sainte Lucie	1			95 000		
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1			50 000		
Samoa	1	Oui	En instance	50 000		
Sao Tomé-et-Principe	1	Oui	En instance	95 000		
Sénégal	1	Oui	En instance	150 000		
Serbie	1			150 000		
Seychelles	1	Oui	En instance	95 000		
Sierra Leone	1	Oui	En instance	95 000		
Somalie	1	Oui	En instance	150 000		
Soudan du Sud	1			95 000		
Sri Lanka	1	Oui	En instance	150 000		
Soudan	1			150 000		

Pays	Groupe	Ratification de l'Amende- ment de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$US)		
				Activités de facilitation	Projets d'investisse- ment	Préparation de projets
Suriname	1			95 000		
Tchad	1	Oui	Oui	150 000		
Thaïlande	1			250 000	183 514	30 000
Timor-Leste	1			50 000		
Togo	1	Oui	En instance	150 000		
Tonga	1	Oui	En instance	50 000		
Trinité-et-Tobago	1	Oui	Oui	150 000		
Tunisie	1			150 000		
Turquie	1			250 000		
Turkménistan	1	Oui	En instance	150 000		
Tuvalu	1	Oui	En instance	50 000		
Uruguay	1	Oui	Oui	150 000		
Vanuatu	1	Oui	Oui	50 000		
Venezuela (République bolivarienne du)	1			250 000		
Viet Nam	1	Oui	Oui	250 000		
Yémen	1					
Zambie	1			95 000		
Zimbabwe	1			150 000	426 954	30 000
Total				18 055 943	13 397 249	403 821

Annexe II

**ANALYSE DU RAPPORT PÉRIODIQUE GLOBAL
DU FONDS MULTILATÉRAL AU 31 DÉCEMBRE 2019**

1. Cette annexe comprend les deux parties suivantes :

Partie I : Projets approuvés au titre des contributions régulières au Fonds multilatéral.

Partie II : Projets approuvés au titre des contributions supplémentaires volontaires pour le soutien au démarrage rapide de la réduction progressive des HFC.

PARTIE I : PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS RÉGULIÈRES AU FONDS MULTILATÉRAL

2. Le Comité exécutif a approuvé la somme de 3,7 milliards \$US¹ pour les agences bilatérales et d'exécution, comme indiqué dans le tableau 1. Deux cent vingt-sept nouveaux projets et activités ont été approuvés en 2019. Ce niveau de financement devrait mener à l'élimination de 467 583 tonnes PAO de consommation et de production de SAO.

Tableau 1. Financement approuvé par secteur et par agence au 31 décembre 2019 (\$US)

Secteur	PNUD	PNUE	ONU DI	Banque mondiale	Bilatérales	Total
Aérosols	26 054 837	882 689	34 413 701	22 984 030	2 051 914	86 387 171
Destruction	3 606 279	190 040	3 813 216	400 000	1 526 282	9 535 817
Lutte contre les incendies	2 170	0	0	0	0	2 170
Mousses	173 331 969	0	89 362 746	136 339 172	8 093 856	407 127 743
Halons	4 996 973	767 640	1 780 369	70 221 038	6 147 361	83 913 381
Fumigènes	20 081 241	2 614 366	78 028 741	5 837 887	18 226 925	124 789 159
Multiplés secteurs	0	0	139 440	2 341 168	0	2 480 608
Autre	0	0	11 317 246	5 059 360	0	16 376 606
Plan d'élimination	333 872 234	58 031 670	340 083 408	200 687 026	64 115 519	996 789 857
Agent de transformation	1 286 923	0	6 337 359	114 342 497	0	121 966 779
Production	1 056 000	0	50 645 327	378 930 190	10 000 000	440 631 517
Réfrigération	139 612 399	13 872 913	182 330 122	180 259 970	40 910 116	556 985 520
Plusieurs	63 877 595	252 917 172	18 165 654	28 969 731	4 719 718	368 649 869
Solvants	63 699 997	198 860	23 247 443	10 237 394	2 512 738	99 896 432
Stérilisants	417 628	0	0	661 227	0	1 078 855
Total partiel	831 896 245	329 475 350	839 664 771	1 157 270 690	158 304 429	3 316 611 485
Coûts d'appui aux agences	113 444 224	27 234 741	109 857 585	118 391 340	15 090 052	384 017 942
Total	945 340 469	356 710 091	949 522 356	1 275 662 030	173 394 482	3 700 629 427

3. Le tableau 2 présente un sommaire de l'état des projets mis en œuvre, par catégorie.

¹ Une somme supplémentaire de 134,70 millions \$US a été approuvée pour les réunions du Comité exécutif, le fonctionnement du Secrétariat et les honoraires du Trésorier.

Tableau 2. État de la mise en œuvre des projets, par catégorie

Type	Nombre de projets*			Financement (\$US)**			
	Approuvés	Achevés	% d'achèvement	Approuvé	Décaissé	Solde	% de décaissement
Programme de pays	165	165	100	7 266 559	7 266 559	0	100
Démonstration	134	130	97	61 795 620	59 653 642	2 141 978	97
Renforcement des institutions	1 255	1 095	87	146 820 509	127 339 761	19 480 748	87
Investissement	3 046	2 820	93	2 640 657 455	2 477 044 964	163 612 491	94
Préparation de projet	1 727	1 593	92	86 939 116	83 064 330	3 874 786	96
Assistance technique	1 755	1 509	86	347 325 462	297 897 781	49 427 681	86
Projets de formation	324	324	100	25 806 763	25 806 763	0	100
Total	8 406	7 636	91	3 316 611 485	3 078 073 801	238 537 684	93

*Ne comprend pas les projets fermés et transférés.

** Ne comprend pas les coûts d'appui aux agences.

4. Le tableau 3 présente un aperçu de l'état de la mise en œuvre des projets par année.² Une somme de 3,08 milliards \$US sur les 3,32 milliards \$US approuvés (ne comprenant pas 78,96 millions \$US décaissés en 2019) a été décaissée. Tous les projets et activités approuvés de 1991 à 2005 et en 2007 ont été achevés. Les projets approuvés (d'investissement et ne portant pas sur des investissements) ont mené à l'élimination de 493 405 tonnes PAO³ de consommation et de production de substances réglementées. Des projets d'investissement représentant la somme de 2,27 milliards \$US ont été achevés au 31 décembre 2019, entraînant l'élimination permanente de 474 830 tonnes PAO de substances réglementées pour un taux d'efficacité global de 4,77 \$US/kg PAO éliminé.

Table 3. État de la mise en œuvre des projets, par année

Année	Nombre de projets*			Financement (\$US)**			
	Approuvés	Achevés	% d'achèvement	Approuvé	Décaissé	Solde	% de décaissement
1991	68	68	100	7 950 771	7 950 771	0	100
1992	176	176	100	41 261 376	41 261 376	0	100
1993	217	217	100	73 198 586	73 198 586	0	100
1994	379	379	100	128 630 290	128 630 290	0	100
1995	355	355	100	111 188 309	111 188 309	0	100
1996	257	257	100	83 813 027	83 813 027	0	100
1997	532	532	100	154 314 938	154 314 941	-2	100
1998	422	422	100	99 680 368	99 680 367	1	100
1999	546	546	100	152 710 736	152 710 736	0	100
2000	426	426	100	109 540 523	109 540 523	1	100
2001	427	427	100	130 139 750	130 139 751	-1	100
2002	358	358	100	162 045 816	162 045 816	1	100
2003	247	247	100	157 043 468	157 043 468	0	100
2004	271	271	100	162 388 007	162 388 007	0	100
2005	255	255	100	180 276 023	180 276 022	1	100

² Les données sont présentées selon l'année d'approbation du projet par le Comité exécutif. Toutes les approbations (d'investissement et ne portant pas sur des investissements) sont traitées de la même manière (c.-à-d., un projet d'investissement ou une tranche annuelle de financement d'un projet pluriannuel de 1 million \$US est considéré comme un projet, au même titre que la préparation d'un programme de pays de 30 000 \$US). Les principaux indicateurs du sommaire annuel sont : le pourcentage de projets achevés, l'élimination PAO et le pourcentage des sommes décaissées. Il y a trois types de décaissements : au cours de la mise en œuvre, après la mise en œuvre et pour des projets financés de manière rétroactive.

³ L'élimination complète pour le Fonds comprend 474 830 tonnes PAO de substances réglementées dans le cadre de projets d'investissement achevés, 14 411 tonnes PAO dans le cadre de projets ne portant pas sur des investissements achevés et 4 164 tonnes PAO dans le cadre de projets en cours.

Année	Nombre de projets*			Financement (\$US)**			
	Approuvés	Achevés	% d'achèvement	Approuvé	Décaissé	Solde	% de décaissement
2006	261	260	100	120 848 004	120 729 668	118 336	100
2007	213	213	100	120 144 867	120 084 047	60 821	100
2008	354	352	99	121 900 010	121 598 284	301 726	100
2009	320	318	99	73 793 821	73 051 122	742 699	99
2010	227	223	98	84 697 247	82 746 128	1 951 119	98
2011	264	257	97	202 086 773	198 026 586	4 060 187	98
2012	182	163	90	101 151 368	96 885 098	4 266 270	96
2013	184	177	96	125 807 625	123 885 672	1 921 954	98
2014	223	196	88	92 977 837	88 961 503	4 016 334	96
2015	379	328	87	160 521 930	136 658 684	23 863 246	85
2016	240	148	62	116 244 679	80 858 764	35 385 915	70
2017	125	57	46	64 366 109	52 225 009	12 141 100	81
2018	271	8	3	123 597 665	27 629 301	95 968 364	22
2019	227	0	0	54 291 561	551 947	53 739 614	1
Total	8 406	7 636	91	3 316 611 485	3 078 073 801	238 537 684	93

* Ne comprend pas les projets fermés et transférés.

** Ne comprend pas les coûts d'appui aux agences.

PROJETS ACHEVÉS⁴

5. Au total, 99,7 p. cent des sommes approuvées pour les projets d'investissement achevés ont été décaissées.⁵

Projets d'investissement achevés

6. Le tableau 4 présente des informations sur les projets d'investissement achevés depuis 1991. Le tableau présente des données totales, suivies des données par région, secteur, caractéristique de mise en œuvre et mode de décaissement.

Tableau 4. Cumul des projets d'investissement achevés

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$US)	% des sommes décaissées	Consommation (tonnes PAO éliminées*)	Production (tonnes PAO éliminées*)	Nbre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nbre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement	Rapport coût-efficacité global pour le Fonds (\$US/kg)
TOTAL	2 820	2 266 555 817	100	270 641	204 189	14	37	4,77
Région								
Afrique	478	156 820 669	99	18 124	0	12	38	8,65
Asie et Pacifique	1 508	1 641 273 933	100	210 069	184 239	16	37	4,16
Europe	146	71 401 527	100	8 045	175	10	34	8,69
Amérique latine et Caraïbes	688	397 059 688	99	34 404	19 775	14	37	7,33
Mondial	n/a	0	0	0	0	n/a	n/a	n/a

⁴ Les décisions 17/22 et 19/23 définissent les projets/activités achevés comme étant des projets demandés dans lesquels les SAO visées avaient été éliminées. La décision 28/2 étend la définition pour y inclure les situations qui démontrent que les CFC abordés dans le secteur ne sont plus utilisés et qu'une substance de remplacement est produite (et/ou la production de celle-ci a commencé), et que l'équipement utilisant le CFC a été détruit, démantelé ou rendu inutilisable pour les SAO. Les activités du programme de travail sans élimination de SAO sont considérées achevées lorsque l'activité prend fin (p. ex., dans le cas d'un atelier, lorsque celui-ci a été présenté). Cette définition a été appliquée aux projets sur les HCFC.

⁵ La raison pour laquelle l'ensemble des fonds n'a pas été décaissé pour les projets achevés est qu'il faut parfois compter de six mois à un an pour mettre au point les derniers détails des dossiers de comptabilité.

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$US)	% des sommes décaissées	Consommation (tonnes PAO éliminées*)	Production (tonnes PAO éliminées*)	Nbre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nbre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement	Rapport coût-efficacité global pour le Fonds (\$US/kg)
Secteur								
						pp		
Aérosols	125	63 118 299	100	26 967	0	16	41	2,34
Destruction	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Lutte contre les incendies	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Mousses	1 003	376 083 357	100	69 420	0	15	34	5,42
Fumigènes	123	99 900 005	100	7 993	0	10	49	12,50
Halons	39	71 476 177	100	42 111	41 958	17	30	0,85
Multiplés secteurs	4	2 287 376	100	419	0	28	78	5,46
Autre	8	16 059 360	100	1 574	0	12	20	10,20
Plan d'élimination	684	571 925 373	99	51 081	10 988	12	40	9,21
Agent de transformation	30	120 252 627	100	19 573	52 162	10	27	1,68
Production	61	414 398 882	100	0	99 081	9	19	4,18
Réfrigération	612	435 628 704	100	44 159	0	16	39	9,87
Solvants	128	94 351 804	100	7 285	0	19	32	12,95
Stérilisants	3	1 073 855	100	60	0	15	34	17,78
Caractéristiques de la mise en œuvre								
Mise en œuvre par l'agence	1 750	803 349 958	100	93 564	17 381	11	35	7,24
Mise en œuvre par le pays	1 070	1 463 205 859	100	177 077	186 808	20	40	4,02
Mode de décaissement								
Au cours de la mise en œuvre	2 711	1 958 407 716	100	263 809	199 719	14	37	4,23
Après la mise en œuvre	50	17 166 608	100	2 512	0	23	25	6,83
Financement rétroactif	37	14 635 851	100	2 100	500	15	11	5,63
Du pays aux bénéficiaires finaux	22	276 345 642	100	2 220	3 970	9	52	44,64

*Ne comprend pas les projets fermés et transférés.

Projets ne portant pas sur des investissements achevés

7. Le tableau 5 présente les données cumulatives des projets ne portant pas sur des investissements achevés. Au total, 3 223 projets ne portant pas sur des investissements ont été achevés depuis 1991, pour une valeur totale de 509,78 millions \$US.

Tableau 5. Cumul des projets ne portant pas sur des investissements achevés

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$US)	Pourcentage des sommes décaissées	Nbre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement
TOTAL	3 223	509 781 577	99	12	38
Région					
Afrique	973	84 802 688	100	11	39
Asie et Pacifique	966	146 143 642	99	13	39
Europe	212	20 347 540	100	9	34
Amérique latine et Caraïbes	766	92 187 204	99	13	41
Mondial	306	166 300 505	98	6	23
Secteur					

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$US)	Pourcentage des sommes décaissées	Nbre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement
Aérosols	31	2 461 265	100	11	36
Destruction	15	7 089 466	100	11	62
Lutte contre les incendies	0	0	0	S.o.	S.o.
Mousses	34	10 738 897	97	14	36
Fumigènes	137	21 224 434	100	9	39
Halons	82	11 238 156	100	17	44
Multiples secteurs	1	53 792	100	56	58
Autre	1	76 499	100	7	38
Plan d'élimination	491	51 518 567	99	13	41
Agent de transformation	0	0	0	S.o.	S.o.
Production	1	40 000	100	4	4
Réfrigération	637	90 921 520	99	16	50
Plusieurs	1 759	311 020 199	99	10	32
Solvants	34	3 398 782	100	11	27
Stérilisants	0	0	0	S.o.	S.o.
Caractéristiques de la mise en œuvre					
Mise en œuvre par l'agence	2 619	382 492 177	99	11	37
Mise en œuvre par le pays	604	127 289 400	99	15	41
Mode de décaissement					
Au cours de la mise en œuvre	3 189	497 875 380	99	12	38
Après la mise en œuvre	26	2 325 462	100	14	21
Financement rétroactif	1	146 698	100	3	83
Du pays aux bénéficiaires finaux	7	9 434 037	100	7	38

8. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 12 mois pour les projets ne portant pas sur des investissements. Ces derniers ont été achevés 38 mois après leur approbation, en moyenne. Ce chiffre est influencé par le grand nombre de projets de la catégorie « plusieurs » (1 759 des 3 223) pour lesquels le délai moyen d'achèvement de projet est de 32 mois. Les projets ne portant pas sur des investissements des autres secteurs ont été achevés dans un délai de quatre à 62 mois suivant leur approbation.

9. Presque tous les projets ont été mis en œuvre par l'agence concernée plutôt que par le pays. La mise en œuvre de projets ne portant pas sur des investissements par les agences n'exige habituellement pas d'accords légaux, ce qui peut expliquer pourquoi le délai est plus court (37 mois) que pour les projets ne portant pas sur des investissements mis en œuvre par le pays (41 mois).

PROJETS EN COURS

Projets d'investissement en cours

10. Le tableau 6 présente les informations sur l'état des projets d'investissement par région, secteur et caractéristique de mise en œuvre.

Tableau 6. Cumul des projets d'investissement en cours

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$US)	% des sommes décaissées	Nombre de projets dans lesquels il y a décaissement	Pourcentage des projets dans lesquels il y a décaissement	Nbre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nbre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement prévu	Durée moyenne du retard dans l'achèvement prévu du projet	Rapport de coût-efficacité global pour le Fonds (\$US/kg)*
TOTAL	226	357 473 945	56	167	74	10	55	27	57,94
Région									
Afrique	72	35 403 484	38	46	64	10	56	25	67,23
Asie et Pacifique	89	283 739 184	62	66	74	11	61	35	57,92
Europe	14	4 701 421	24	11	79	9	44	15	75,59
Amérique latine et Caraïbes	51	33 629 856	35	44	86	11	46	17	49,30
Mondial	0	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Secteur									
Aérosols	2	19 399 000	98	2	100	7	158	109	40,25
Destruction	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Lutte contre les incendies	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Mousses	3	3 573 740	67	2	67	7	86	64	73,53
Fumigènes	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Halons	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Multiples secteurs	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Autre	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Plan d'élimination	211	301 239 699	55	155	73	11	53	24	59,07
Agent de transformation	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Production	2	24 790 000	44	2	100	12	70	36	S.o.
Réfrigération	8	8 471 506	54	6	75	9	57	43	15,70
Solvants	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Stérilisants	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Caractéristiques de la mise en œuvre									
Mise en œuvre par l'agence	164	229 295 655	58	128	78	10	59	29	48,71
Mise en œuvre par le pays	62	128 178 290	52	39	63	13	42	18	87,66
Mode de décaissement									
Au cours de la mise en œuvre	211	165 542 460	40	152	72	10	54	26	37,29
Après la mise en œuvre	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Financement rétroactif	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Du pays aux bénéficiaires finaux	15	191 931 485	70	15	100	10	61	31	110,95

*À partir des SAO à éliminer selon la proposition.

11. Deux cent vingt-six projets d'investissement sont en cours de mise en œuvre pour une valeur totale de plus de 357,47 millions \$US. Environ 56 p. cent des sommes ont déjà été décaissées. Le rapport coût-efficacité moyen des projets d'investissement en cours est de 57,94 \$US/kg PAO à éliminer. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 10 mois. La durée moyenne d'un projet d'investissement en cours est de 55 mois. De façon générale, les projets d'investissement sont menés à terme 27 mois plus tard que prévu, ce qui constitue un retard moyen.

Projets ne portant pas sur des investissements en cours

12. Le tableau 7 présente des informations sur l'état des projets ne portant pas sur des investissements en cours par région, secteur et caractéristique de la mise en œuvre.

Tableau 7. Cumul des projets ne portant pas sur des investissements en cours

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$US)	% des sommes décaissées	Nombre de projets dans lesquels il y a décaissement	Pourcentage des projets dans lesquels il y a décaissement	Nbre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nbre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement prévu	Durée moyenne du retard dans l'achèvement prévu du projet
TOTAL	410	78 045 289	16	197	48	11	38	10
Région								
Afrique	118	12 702 220	17	51	43	9	32	6
Asie et Pacifique	156	34 397 009	16	84	54	12	43	12
Europe	22	2 406 242	30	11	50	5	29	4
Amérique latine et Caraïbes	109	17 757 380	23	49	45	12	40	12
Mondial	5	10 782 438	1	2	40	14	19	6
Secteur								
Aérosols	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Destruction	2	1 614 075	85	2	100	14	85	51
Lutte contre les incendies	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Mousses	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Fumigènes	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Halons	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Multiples secteurs	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Autre	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Plan d'élimination	218	38 881 288	15	111	51	11	42	11
Agent de transformation	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Production	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Réfrigération	2	2 108 438	44	2	100	9	50	32
Plusieurs	188	35 441 488	12	82	44	10	33	9
Solvants	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Stérilisants	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Caractéristiques de la mise en œuvre								
Mise en œuvre par l'agence	338	56 557 648	15	164	49	11	39	11
Mise en œuvre par le pays	72	21 487 641	18	33	46	10	34	6
Mode de décaissement								
Au cours de la mise en œuvre	409	77 546 089	16	196	48	11	38	10
Après la mise en œuvre	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Financement rétroactif	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Du pays aux bénéficiaires finaux	1	499 200	78	1	100	9	24	S.o.

13. Quatre cent dix projets ne portant pas sur des investissements sont en cours de mise en œuvre pour une valeur totale de 78,05 millions \$US, et 16 p. cent des sommes ont déjà été décaissées. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 11 mois. Les projets ne portant pas sur des investissements en cours sont achevés 38 mois, en moyenne, après la date d'approbation, ce qui représente un retard de 10 mois.

PROJETS FERMÉS

14. Le tableau 8 présente un sommaire des projets fermés.

Tableau 8. Sommaire des projets fermés

Agence	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$US)	Sommes décaissées (\$US)	Solde (\$US)	Consommation PAO à éliminer	Consommation PAO éliminée
PNUD	81	6 895 392	6 895 392	0	673	636
PNUE	14	21 000	21 000	0	12	12
ONUDI	67	6 605 064	6 347 806	257 258	1 808	367
Banque mondiale	95	1 373 519	1 373 519	0	657	581
Bilatérales	17	227 901	227 901	0	223	0
Total	274	15 122 876	14 865 618	257 258	3 373	1 595

ACTIVITÉS EN LIEN AVEC LES HFC

15. Le tableau 9 présente un sommaire des projets en lien avec les HFC approuvés au titre des contributions régulières.

Tableau 9. Projets en lien avec les HFC approuvés au titre des contributions régulières

Type	Nombre de projets			Financement (\$US)*			
	Approuvés	Achevés	% d'achèvement	Approuvé	Décaissé	Solde	% de décaissement
Investissement**	7	1	14	4 894 389	231 1513.6	2 582 875	47
Préparation de projet	2	1	50	130 000	129 598.45	402	100
Assistance technique, activités de facilitation	24	0	0	2 895 000	335 444	2 559 556	12
Total	33	2	6	7 919 389	2 776 557	5 142 832	35

*Ne comprend pas les coûts d'appui aux agences.

** Élimination de 335,5 tm (521 709 tm d'éq-CO₂) de HFC.

16. Trente-trois projets portant sur les HFC (sept projets d'investissement, deux préparations de propositions de projet et 24 activités de facilitation) ont été approuvés au titre des contributions régulières pour la somme totale de 7 919 389 \$US, pour lesquels la somme de 2 776 557 \$US a déjà été décaissée.

17. Parmi ces 33 projets, un projet d'investissement et une préparation de proposition de projet sont déjà achevés. La prorogation de la date d'achèvement de 21 activités de facilitation a été approuvée à la 84^e réunion (16 projets) et à la 85^e réunion (cinq projets). Les activités de facilitation en cours en sont à différentes étapes de leur mise en œuvre et devraient être achevées en 2020 et 2021. Les six projets d'investissement en cours restants devraient être achevés de 2020 à 2022, et la dernière préparation de projet devraient être menée à terme en 2020.

PARTIE II : PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS SUPPLÉMENTAIRES VOLONTAIRES POUR LE SOUTIEN AU DÉMARRAGE RAPIDE DE LA RÉDUCTION PROGRESSIVE DES HFC

18. Le Comité avait approuvé 144 projets en lien avec les HFC au titre des contributions supplémentaires volontaires au 31 décembre 2019, pour la somme de 23,94 millions \$US (ne comprenant pas les coûts d'appui aux agences). Le tableau 10 résume l'état de ces projets.

Tableau 10. État des projets en lien avec les HFC à la fin de 2019

Type	Nombre de projets			Financement (\$US)*			
	Approuvés	Achevés	% d'achèvement	Approuvés	Décaissement	Solde	% de décaissement
Investissement**	6	1	17	8 502 860	5 667 780	2 835 080	67
Préparation de projet	10	9	90	273 821	201 718	72 103	74
Assistance technique, activités de facilitation	128	12	9	15 160 943	5 981 581	9 179 362	39
Total	144	22	15	23 937 624	11 851 079	12 086 545	50

*Ne comprend pas les coûts d'appui aux agences.

** Élimination de 754,5 tm (1 108 442 tm d'éq-CO₂) de HFC.

19. Un projet d'investissement, neuf activités de préparation de propositions de projet et 12 activités de facilitation parmi les 144 projets approuvés avaient été menés à terme à la fin de 2019. La prorogation des dates d'achèvement de 113 des 116 activités de facilitation en cours a été approuvée à la 83^e réunion (54 projets), à la 84^e réunion (54 projets) et à la 85^e réunion (5 projets). Les activités de facilitation en cours en sont à différentes étapes de leur mise en œuvre et devraient être menées à terme en 2020 et 2021.

20. Les cinq projets d'investissement en cours restants devraient être achevés en 2020 et 2021 et la préparation de projet en cours restante devrait être achevée en 2020. Une part de 11 851 079 \$US des 23 937 624 \$US approuvés a été décaissée (ne comprenant pas les coûts d'appui aux agences), ce qui représente un taux de décaissement de 50 p. cent.

Appendice I

MISE EN ŒUVRE DES PROJETS EN 2019, PAR PAYS

Pays	Élimination en 2019	Pourcentage de l'élimination prévue réalisée en 2019	Estimation des sommes décaissées en 2019 (\$US)	Sommes décaissées en 2019 (\$US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation en 2019	Pourcentage des projets prévus achevé en 2019
Afghanistan	1,0	0	157 389	303 738	193	0
Afrique du Sud	0,0		275 001	298 762	109	33
Albanie	1,1		170 312	232 136	136	
Algérie	0,0		282 700	78 344	28	0
Angola	2,0		161 696	200 844	124	0
Antigua-et-Barbuda	0,0		30 188	0	0	0
Arabie saoudite	0,0	0	1 387 046	1 556 566	112	22
Argentine	0,0	0	604 619	751 865	124	25
Arménie	0,0		98 679	135 304	137	50
Bahamas	0,0		91 588	30 278	33	100
Bahreïn	0,0	0	279 819	281 197	100	100
Bangladesh	0,0		678 463	281 357	41	100
Barbade	0,4		171 332	114 835	67	
Belize	0,0		137 156	105 818	77	
Bénin	2,4		106 028	91 801	87	0
Bhoutan	0,1		55 332	54 615	99	100
Bolivie (État plurinational de)	0,5		77 554	63 317	82	
Bosnie-Herzégovine	0,0		144 948	177 620	123	0
Botswana	0,0		146 201	14 114	10	50
Brésil	104,3	100	4 407 013	5 585 131	127	100
Brunei Darussalam	0,0		140 099	117 264	84	100
Burkina Faso	0,0		142 285	118 227	83	100
Burundi	0,0		90 200	83	0	100
Cambodge	1,0		80 113	156 054	195	100
Cameroun	0,0		256 187	323 955	126	100
Cap-Vert	0,0		102 200	71 193	70	
Chili	23,0		552 438	1 134 894	205	50
Chine	2 111,2	0	24 879 908	29 685 394	119	56
Colombie	10,8	0	682 187	797 083	117	33
Comores	0,0		61 792	57 775	93	67
Congo	0,0		103 000	8 936	9	0
Costa Rica	0,0		65 985	185 239	281	
Côte d'Ivoire	0,0	0	195 244	290 538	149	100
Cuba	1,0		201 041	315 312	157	0
Djibouti	0,0		96 113	39 030	41	100
Dominique	0,0		125 295	17 372	14	33
Égypte	39,2	78	2 361 712	1 839 961	78	50
El Salvador	0,0		289 214	65 056	22	0
Équateur	0,0		325 589	222 205	68	50
Érythrée	0,0		76 000	122 429	161	100
Eswatini	0,0		61 505	60 300	98	100
Éthiopie	0,0	0	111 001	32 000	29	0
Fidji	1,0		122 611	109 961	90	100
Gabon	0,0		178 926	111 567	62	100

Pays	Élimination en 2019	Pourcentage de l'élimination prévue réalisée en 2019	Estimation des sommes décaissées en 2019 (\$US)	Sommes décaissées en 2019 (\$US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation en 2019	Pourcentage des projets prévus achevé en 2019
Gambie	0,0	0	153 500	193 826	126	75
Géorgie	0,0		49 231	104 337	212	
Ghana	0,0		121 521	179 562	148	100
Grenade	0,0		130 485	80 369	62	100
Guatemala	0,4	0	201 237	157 711	78	50
Guinée	0,0		42 479	40 033	94	0
Guinée équatoriale	0,1		103 600	5 825	6	
Guinée-Bissau	0,0		187 830	161 959	86	75
Guyana	0,2	67	134 755	117 528	87	80
Haïti	0,0		135 488	2 087	2	50
Honduras	2,0	0	202 898	137 063	68	40
Îles Cook	0,0		59 359	33 814	57	
Îles Marshall	0,0		67 636	52 809	78	0
Îles Salomon	0,0		84 300	68 889	82	100
Inde	35,0	0	5 564 943	3 660 365	66	100
Indonésie	3,3	72	1 313 869	790 249	60	63
Iran (République islamique d')	24,8	92	1 095 606	1 852 545	169	80
Iraq	0,0	0	857 015	452 999	53	0
Jamaïque	0,0	0	138 469	76 499	55	0
Jordanie	0,0	0	1 735 130	814 820	47	50
Kenya	0,0		197 067	96 630	49	0
Kirghizistan	0,0		216 658	208 532	96	100
Kiribati	0,0		63 829	55 049	86	100
Koweït	0,0	0	720 070	104 084	14	0
Lesotho	0,0		141 000	92 225	65	
Liban	6,0		273 127	493 187	181	50
Liberia	0,0		78 537	139 402	177	100
Libye	0,0		151 239	80 995	54	0
Macédoine du Nord	0,0		62 001	91 324	147	100
Madagascar	0,4		207 745	163 740	79	100
Malaisie	73,6		504 611	1 385 155	274	100
Malawi	0,0		100 953	116 575	115	100
Maldives	0,0	0	164 493	262 828	160	100
Mali	0,0		85 221	122 090	143	100
Maroc	0,0		285 000	221 077	78	50
Maurice	0,0		163 000	132 416	81	100
Mauritanie	0,0		138 400	0	0	
Mexique	176,6		1 814 459	2 479 735	137	20
Micronésie (États fédérés de)	0,0		56 402	37 225	66	0
Mongolie	0,0		99 494	58 350	59	100
Monténégro	0,2		6 700	23 801	355	100
Mozambique	0,0		203 562	129 961	64	100
Myanmar	0,0	0	125 222	121 280	97	0
Namibie	0,0	0	116 310	120 557	104	0
Nauru	0,0		47 975	19 236	40	
Népal	0,1	100	97 037	25 710	26	50
Nicaragua	0,6		101 529	58 253	57	50
Niger	0,0		77 475	110 787	143	50
Nigeria	30,0		812 860	329 167	40	

Pays	Élimination en 2019	Pourcentage de l'élimination prévue réalisée en 2019	Estimation des sommes décaissées en 2019 (\$US)	Sommes décaissées en 2019 (\$US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation en 2019	Pourcentage des projets prévus achevé en 2019
Nioué	0,0		74 725	40 000	54	100
Oman	0,0		198 085	82 157	41	0
Ouganda	0,0		122 750	90 696	74	33
Pakistan	0,0		858 599	448 440	52	100
Palau	0,0		65 675	90 303	137	100
Panama	2,0		226 792	260 629	115	100
Papouasie Nouvelle-Guinée	0,0		50 000	70 947	142	
Paraguay	2,1		207 360	96 419	46	100
Pérou	0,9		217 915	124 198	57	0
Philippines	0,0		66 090	15 965	24	100
Qatar	0,0	0	242 047	135 943	56	0
République arabe syrienne	0,0		57 000	12 876	23	
République centrafricaine	0,0		30 000	0	0	0
République de Moldavie	0,2		139 577	96 635	69	100
République démocratique du Congo	0,0		93 068	121 155	130	25
République démocratique populaire lao	0,0	0	100 782	59 784	59	0
République dominicaine	4,2		448 357	522 549	117	50
République populaire démocratique de Corée	0,0		51 728	154 873	299	
République unie de Tanzanie	0,0	0	158 010	114 893	73	33
Rwanda	0,0		104 120	60 533	58	0
Sainte Lucie	0,0		165 418	62 165	38	67
Saint-Kitts-et-Nevis	0,1		180 700	135 942	75	100
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0,0		127 500	0	0	0
Samoa	0,0		89 900	82 430	92	100
Sao Tomé-et-Principe	0,0		159 600	87 378	55	100
Sénégal	0,0		192 666	274 689	143	75
Serbie	0,0		262 771	262 143	100	
Seychelles	0,0	0	67 390	4 590	7	0
Sierra Leone	0,1		132 368	73 081	55	50
Somalie	0,0		46 000	54 077	118	100
Soudan	7,9		595 026	564 268	95	100
Soudan du Sud	0,0		67 500	15 000	22	33
Sri Lanka	1,1	46	97 151	104 604	108	50
Suriname	0,0	0	165 066	71 564	43	0
Tchad	0,0		90 000	104 980	117	50
Thaïlande	4,2		90 387	72 544	80	100
Timor-Leste	0,0		91 227	51 606	57	
Togo	0,3		147 839	125 506	85	100
Tonga	0,0		57 273	65 689	115	100
Trinité-et-Tobago	4,0		117 984	300 439	255	
Tunisie	0,0	0	434 172	321 543	74	67
Turkménistan	0,0		88 901	115 074	129	0
Turquie	0,0		1 419 338	670 212	47	100
Tuvalu	0,0		80 071	45 110	56	100
Uruguay	1,0		179 784	250 629	139	100
Vanuatu	0,0		63 158	62 698	99	0

Pays	Élimination en 2019	Pourcentage de l'élimination prévue réalisée en 2019	Estimation des sommes décaissées en 2019 (\$US)	Sommes décaissées en 2019 (\$US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation en 2019	Pourcentage des projets prévus achevé en 2019
Venezuela (République bolivarienne du)	0,0		160 469	147 885	92	100
Viet Nam	0,0	0	285 555	224 263	79	50
Yémen	0,0		85 000	160	0	0
Zambie	0,0		87 941	94 130	107	100
Zimbabwe	0,0		171 391	108 322	63	100
Mondial	0.0		5,881,660	8,458,727	144	100
Région Asie-Pacifique	0.0		281,930	479,641	170	100
Région de l'Europe	0.0		202,895	364,988	180	100
Total	2,680.5	9	76,133,747	78,957,204	104	57

*Élimination de 134,3 mt (192 272 tm d'éq-CO₂) en 2019 dans les projets en lien avec les HFC.

Appendice II

PLAN DE GESTION DE L'ÉLIMINATION DES HCFC PAR PAYS
AU 31 DÉCEMBRE 2019

Pays	Élimination approuvée (tonnes PAO)	Sommes approuvées (\$US)	Sommes décaissées (\$US)	Solde (\$US)	Sommes décaissées (%)
Afghanistan	9,4	604 725	455 988	148 737	75
Afrique du Sud	100,3	6 354 796	4 902 358	1 452 438	77
Albanie	2,1	281 813	281 813	0	100
Algérie	13,5	1 808 804	1 185 089	623 715	66
Angola	5,6	625 726	386 963	238 763	62
Antigua-et-Barbuda	0,0	27 235	27 235	0	100
Arabie saoudite	353,5	9 682 575	6 429 146	3 253 429	66
Argentine	142,4	15 348 801	10 640 389	4 708 412	69
Arménie	3,5	656 936	600 852	56 084	91
Bahamas	1,6	277 050	183 178	93 873	66
Bahreïn	9,4	994 455	810 590	183 865	82
Bangladesh	32,3	4 052 216	1 550 586	2 501 630	38
Barbade	1,3	252 000	179 770	72 230	71
Belize	1,0	236 000	236 000	0	100
Bénin	8,3	565 828	501 019	64 809	89
Bhoutan	0,3	423 000	383 287	39 713	91
Bolivia (État plurinational de)	1,5	283 344	264 964	18 380	94
Bosnie-Herzégovine	6,6	908 645	849 932	58 713	94
Botswana	3,8	505 000	194 253	310 747	38
Brésil	474,4	41 490 199	27 523 169	13 967 030	66
Brunei Darussalam	1,6	282 900	250 330	32 570	88
Burkina Faso	2,0	565 630	501 371	64 259	89
Burundi	1,0	296 844	146 910	149 934	49
Cambodge	2,9	1 150 000	900 000	249 999	78
Cameroun	26,8	1 690 013	1 158 965	531 048	69
Cap-Vert	0,1	143 834	127 911	15 922	89
Chili	66,1	4 965 403	3 493 488	1 471 915	70
Chine	3 463,9	369 859 236	318 263 864	51 595 372	86
Colombie	189,2	11 706 162	9 123 694	2 582 468	78
Comores	0,0	144 000	113 777	30 223	79
Congo	3,6	313 626	222 961	90 665	71
Costa Rica	19,6	1 341 299	1 093 887	247 412	82
Côte d'Ivoire	22,3	1 638 362	623 957	1 014 405	38
Croatie	8,1	804 104	804 104	0	100
Cuba	19,3	1 691 527	1 465 825	225 702	87
Djibouti	0,2	143 500	99 500	44 000	69
Dominique	0,1	148 050	10 026	138 024	7
Égypte	281,7	19 971 454	7 579 077	12 392 377	38
El Salvador	8,8	1 037 601	848 594	189 007	82
Équateur	28,0	2 323 792	1 860 907	462 885	80
Érythrée	0,4	188 821	188 470	351	100
Eswatini	8,3	852 099	821 931	30 168	96
Éthiopie	1,9	279 771	157 191	122 580	56
Fidji	2,0	283 500	258 584	24 916	91
Gabon	10,6	481 000	287 211	193 789	60
Gambie	0,6	188 497	152 958	35 539	81

Pays	Élimination approuvée (tonnes PAO)	Sommes approuvées (\$US)	Sommes décaissées (\$US)	Solde (\$US)	Sommes décaissées (%)
Géorgie	2,3	469 400	361 500	107 900	77
Ghana	26,3	1 356 311	1 118 531	237 780	82
Grenade	0,3	189 000	172 470	16 530	91
Guatemala	4,3	392 063	320 763	71 300	82
Guinée	1,2	298 053	298 052	0	100
Guinée équatoriale	0,9	249 962	150 787	99 175	60
Guinée-Bissau	1,0	251 138	221 035	30 103	88
Guyana	0,7	413 430	226 739	186 691	55
Haïti	0,4	167 119	20 841	146 278	12
Honduras	7,0	558 497	446 659	111 838	80
Îles Cook	0,0	89 100	64 750	24 350	73
Îles Marshall	0,1	101 700	86 545	15 155	85
Îles Salomon	0,7	175 500	145 572	29 928	83
Inde	820,9	48 020 085	26 964 350	21 055 735	56
Indonésie	176,9	15 389 041	10 947 674	4 441 367	71
Iran (République islamique d')	269,2	16 701 022	11 715 399	4 985 623	70
Iraq	15,0	1 180 000	383 826	796 174	33
Jamaïque	8,9	583 537	486 301	97 236	83
Jordanie	59,3	5 836 874	3 629 041	2 207 833	62
Kenya	14,1	1 356 500	996 631	359 869	73
Kirghizistan	3,3	738 722	557 270	181 452	75
Kiribati	0,0	98 100	79 269	18 831	81
Koweït	209,9	8 555 223	3 162 700	5 392 524	37
Lesotho	0,0	252 000	203 938	48 062	81
Liban	68,5	6 019 109	5 366 536	652 573	89
Liberia	2,0	283 500	256 541	26 959	90
Libye	26,4	1 161 310	682 756	478 554	59
Macédoine du Nord	2,1	972 130	844 617	127 513	87
Madagascar	6,0	502 434	400 688	101 746	80
Malaisie	245,2	15 570 633	12 130 650	3 439 983	78
Malawi	3,8	313 750	298 631	15 120	95
Maldives	0,6	1 081 616	1 031 613	50 003	95
Mali	5,2	500 830	434 723	66 107	87
Maroc	11,0	1 284 159	1 080 515	203 644	84
Maurice	3,1	621 200	359 476	261 724	58
Mauritanie	0,0	255 000	0	255 000	0
Mexique	555,7	27 045 795	21 440 422	5 605 373	79
Micronésie (États fédérés de)	0,1	100 800	79 227	21 573	79
Mongolie	1,0	320 769	308 615	12 154	96
Monténégro	0,3	380 889	362 209	18 680	95
Mozambique	3,1	302 500	83 911	218 589	28
Myanmar	0,4	251 000	138 583	112 417	55
Namibie	8,2	810 000	552 539	257 461	68
Nauru	0,0	66 600	49 915	16 685	75
Népal	0,6	189 000	162 641	26 359	86
Nicaragua	2,7	292 748	209 329	83 418	72
Niger	5,6	488 840	273 840	215 000	56
Nigeria	143,7	7 978 283	4 799 320	3 178 963	60
Nioué	0,0	65 700	57 225	8 475	87
Oman	10,6	828 831	664 387	164 443	80
Ouganda	0,0	143 977	130 141	13 835	90
Pakistan	150,3	10 792 366	6 182 154	4 610 211	57

Pays	Élimination approuvée (tonnes PAO)	Sommes approuvées (\$US)	Sommes décaissées (\$US)	Solde (\$US)	Sommes décaissées (%)
Palau	0,1	108 000	103 000	5 000	95
Panama	11,6	985 141	534 554	450 587	54
Papouasie Nouvelle-Guinée	2,0	991 000	693 995	297 005	70
Paraguay	6,3	567 000	467 794	99 206	83
Pérou	3,8	692 497	376 423	316 074	54
Philippines	40,0	3 628 365	2 634 307	994 058	73
Qatar	14,7	1 124 747	932 242	192 505	83
Région Asie-Pacifique	0,0	240 000	240 000	0	100
République centrafricaine	0,5	64 001	64 001	0	100
République de Moldavie	0,3	243 951	178 554	65 397	73
République démocratique du Congo	5,8	475 000	474 324	676	100
République démocratique populaire lao	0,8	252 000	190 036	61 964	75
République dominicaine	12,5	3 021 598	2 615 461	406 137	87
République populaire démocratique de Corée	19,4	808 320	249 562	558 758	31
République unie de Tanzanie	0,6	187 875	129 371	58 503	69
Rwanda	1,2	249 399	170 982	78 417	69
Sainte Lucie	0,4	184 419	157 375	27 044	85
Saint-Kitts-et-Nevis	0,3	147 600	98 342	49 258	67
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0,2	318 951	178 951	140 000	56
Samoa	0,1	133 650	128 250	5 400	96
Sao Tomé-et-Principe	0,1	139 012	109 051	29 961	78
Sénégal	3,6	454 023	397 994	56 029	88
Serbie	5,2	966 506	919 470	47 036	95
Seychelles	1,4	540 000	349 700	190 300	65
Sierra Leone	0,4	186 620	139 310	47 310	75
Somalie	1,8	353 746	299 857	53 889	85
Soudan	47,5	4 166 680	1 978 863	2 187 817	47
Soudan du Sud	0,0	20 000	0	20 000	0
Sri Lanka	4,7	591 866	545 166	46 700	92
Suriname	0,6	186 742	113 609	73 133	61
Tchad	5,7	489 542	464 522	25 020	95
Thaïlande	255,0	18 424 008	16 924 008	1 500 000	92
Timor-Leste	0,0	404 700	297 986	106 714	74
Togo	7,0	567 000	397 403	169 597	70
Tonga	0,0	114 300	88 063	26 237	77
Trinité-et-Tobago	17,9	1 374 733	1 231 827	142 906	90
Tunisie	16,8	1 837 922	701 037	1 136 885	38
Turkménistan	2,4	614 547	589 023	25 524	96
Turquie	410,7	12 427 419	9 158 759	3 268 660	74
Tuvalu	0,0	82 800	65 473	17 327	79
Uruguay	9,9	1 373 893	747 498	626 395	54
Vanuatu	0,1	133 650	117 109	16 541	88
Venezuela (République bolivarienne du)	28,9	2 488 281	2 273 928	214 352	91
Viet Nam	193,1	10 894 762	8 372 951	2 521 811	77
Yémen	11,6	159 529	159 529	0	100
Zambie	1,7	282 956	182 956	100 000	65
Zimbabwe	12,3	982 818	849 600	133 218	86
Total	9 377,8	764 597 883	587 376 142	177 221 742	77

Annexe III

RAPPORT SUR LES PROJETS D'INVESTISSEMENT ET LES ACTIVITÉS DE FACILITATION EN LIEN AVEC LES HFC FINANCÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS SUPPLÉMENTAIRES VOLONTAIRES D'UN GROUPE DE 17 PARTIES NON VISÉES À L'ARTICLE 5

Contexte

1. Lors de son examen du rapport périodique global du Fonds multilatéral au 31 décembre 2018, le Comité exécutif, à sa 84^e réunion, a chargé le Secrétariat de remettre à la 85^e réunion un rapport périodique supplémentaire sur les projets d'investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC financés au titre des contributions supplémentaires volontaires d'un groupe de 17 pays non visés à l'article 5, en identifiant les pays pour lesquels les projets ont été approuvés et en offrant un aperçu des objectifs, de l'état de la mise en œuvre, des principales conclusions et des enseignements tirés, des quantités de HFC éliminées s'il y a lieu, des sommes approuvées et décaissées, ainsi que des difficultés potentielles pouvant retarder l'achèvement des activités et projets, étant entendu que les renseignements seraient fournis sur une base individuelle pour les projets en lien avec les HFC et globalement pour les activités de facilitation sur les HFC (décision 84/12(b)).

2. En réponse à la décision 84/12 b), le Secrétariat a remis à la 85^e réunion¹ le rapport supplémentaire sur les projets d'investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC en utilisant le modèle actualisé, après avoir intégré les suggestions pertinentes des agences bilatérales et d'exécution.

3. L'information à jour sur les projets d'investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC reposant sur les renseignements actualisés remis par les agences bilatérales et d'exécution est présentée ci-dessous.

Rapport sur les projets d'investissement en lien avec les HFC

4. Les agences d'exécution ont remis des rapports de situation détaillés sur la mise en œuvre des projets d'investissement sur les HFC pour l'Argentine, le Bangladesh, la Chine, le Liban, le Mexique et la Thaïlande. Les projets individuels sont résumés dans le tableau 1.

Tableau 1. Sommaire des projets d'investissement en lien avec les HFC

Pays	Agence	Produits	HFC utilisés (tm)	Substances de remplacement utilisées	Tm éq-CO ₂	Sommes approuvées (\$US)	Sommes décaissées (\$US)
Argentine	ONUDI	Réfrigérateurs domestiques et commerciaux	HFC-134a (96,60 tm)	R-600a/R-290	138 069	1 840 755	681 703
Bangladesh	PNUD	Compresseurs et réfrigérateurs domestiques	HFC-134a (230,63 tm)	R-600a	329 801	3 131 610	3 126 415
Chine	PNUD	Mousse isolante pour les réfrigérateurs domestiques	Cyclopentane + HFC-245fa (250,00 tm)	Cyclopentane + HFO-1233zd(E)	257 500	1 275 000	1 018 413
Liban	ONUDI	Réfrigérateurs domestiques et commerciaux	HFC-134a/R-404A (112,58 tm)	R-600a/R-290	245 860	1 053 858	841 249

¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/85/9

Pays	Agence	Produits	HFC utilisés (tm)	Substances de remplacement utilisées	Tm éq-CO ₂	Sommes approuvées (\$US)	Sommes décaissées (\$US)
Mexique	ONUDI	Réfrigérateurs commerciaux	HFC-134a/ R-404A (56,04 tm)	R-600a/R-290	90 878	1 018 123	0
Thaïlande ²	Banque mondiale	Réfrigérateurs commerciaux	HFC-134a (8,78 tm)	R-600a	12 555	183 514	0
Total			754,64		1 074 663	8 502 860	5 667 780

5. Un projet (Bangladesh) a été achevé et le PNUD a remis un rapport détaillé. Bien que les cinq autres projets avancent à un rythme satisfaisant et que la plupart des activités liées à l'installation de l'équipement et une production d'essai devraient être terminées avant le 31 décembre 2020, la situation de la COVID-19 pourrait retarder l'achèvement

Rapport sur les activités de facilitation de la réduction progressive des HFC

6. La liste des pays ayant reçu un soutien financier pour les activités de facilitation de la réduction progressive des HFC est fournie à l'annexe I au présent document, avec l'état de la ratification de l'Amendement de Kigali et l'état du programme d'octroi de permis pour les HFC, exigé à l'article 4B. Le soutien à la ratification hâtive de l'Amendement de Kigali, la mise en œuvre des activités indiquées au paragraphe 20 de la décision XXVIII/2 visant à établir des arrangements institutionnels de soutien, l'examen des programmes d'octroi de permis, la communication des données sur la consommation et la production de HFC, et la démonstration d'activités ne portant pas sur des investissements telles que la formation et la diffusion d'information, sont les principales raisons justifiant les demandes de financement des activités de facilitation.

Aperçu des progrès dans la mise en œuvre

7. Les activités de facilitation avancent bien dans la plupart des pays, À ce jour, le PNUD,³ le PNUE⁴ et l'ONUDI⁵ ont réalisé 17 projets en lien avec les activités de facilitation d'ici à 2020.

8. Voici un sommaire des activités :

- a) Ratification de l'Amendement de Kigali : Consultations avec les parties prenantes sur les dispositions de l'Amendement de Kigali et les conséquences de sa ratification; rédaction des documents légaux; coordination et diffusion d'information aux différentes parties prenantes; évaluation par les pays des tendances en consommation de HFC et les répercussions de l'Amendement sur les différentes parties prenantes; évaluation des besoins de formation en introduction de technologies sans HFC et l'utilisation sécuritaire des technologies de remplacement pour le secteur de l'entretien; et participation à l'atelier régional sur la ratification de l'Amendement de Kigali;
- b) Élaboration et exécution du programme d'octroi de permis et de quotas : Examen et/ou révision des lois et réglementations, y compris les programmes d'octroi de permis et de quotas d'importation et d'exportation, afin d'y inclure les dispositions de l'Amendement

² L'équipement utilisant la technologie de remplacement est en production. Les sommes seront décaissées aux entreprises bénéficiaires rétroactivement d'ici la fin de 2020, après la signature de l'accord entre l'intermédiaire financier et le bénéficiaire.

³ Costa Rica, Pérou.

⁴ Bolivie (État plurinational de), Ghana, Cambodge, Kirghizistan, Lesotho, Tonga et Zimbabwe.

⁵ Afrique du Sud, Albanie, Arménie, Grenade, Mexique, Monténégro, Soudan et Viet Nam.

de Kigali; ateliers de consultation sur l'élaboration d'un programme d'octroi de permis⁶ et de quotas; et consultations sur les mécanismes de suivi de l'offre et l'utilisation de HFC avec les douaniers et les autres parties prenantes ;

- c) Soutien à l'exécution d'un programme de collecte de données et de suivi : Création d'un programme de collecte de données sur les HFC; consultations avec les importateurs, les négociants et les autres parties prenantes pour la collecte de données sur les HFC et les mélanges contenant des HFC; exigences en matière d'établissement de rapports et de suivi; mise à jour du système harmonisé (SH) de codes de suivi des HFC et des mélanges contenant des HFC; coordination régionale de la mise en place de codes du SH pour les HFC; et achat d'équipement pour identifier les frigorigènes à base de HFC;
- d) Mise en œuvre d'autres activités, y compris la démonstration et la formation : Programmes de formation sur l'utilisation de solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement de la planète (PRG), dont des frigorigènes inflammables, avec le soutien d'experts techniques; programmes de rayonnement pour sensibiliser le public à l'Amendement de Kigali, les HFC, les solutions de remplacement sans HFC utilisées dans différentes applications, l'utilisation de solutions de remplacement à faible PRG, la réglementation sur l'utilisation de HFC et de solutions de remplacement sans HFC et le suivi de l'utilisation des HFC et des substances sans HFC dans les secteurs de la fabrication et de l'entretien de l'équipement de réfrigération, les institutions gouvernementales et techniques et le public; et différents régimes fiscaux fondés sur le PRG des frigorigènes; et
- e) Activités en lien avec l'efficacité énergétique : Coordination avec les institutions d'efficacité énergétique afin d'inclure les dispositions sur l'efficacité énergétique lors de la mise en place de différentes mesures d'efficacité énergétique (p. ex., normes minimales de performance énergétique, programmes d'étiquetage, amélioration de l'efficacité énergétique de l'équipement de réfrigération et de climatisation, participation à l'élaboration de plans de refroidissement afin de promouvoir les technologies éconergétiques à faible PRG, contribution lors de l'élaboration de normes régionales sur l'adoption de technologies éconergétiques)⁷; encouragement de la participation des parties prenantes de l'efficacité énergétique aux réunions en lien avec l'Amendement de Kigali; promotion de l'efficacité énergétique du refroidissement dans le cadre de mesures sectorielles de promotion de l'efficacité énergétique; formation en technologies de réfrigération et climatisation éconergétiques; démonstration des économies réalisées par les utilisateurs qui adoptent de l'équipement éconergétique; et conception d'équipement de réfrigération et climatisation éconergétique, et de mesures pour accroître l'adoption de technologies éconergétiques.

⁶ Toutes les Parties sont tenues de mettre en place et en exécution un programme d'octroi de permis d'importation et d'exportation de substances réglementées de l'annexe F nouvelles, usées, recyclées ou régénérées avant le 1^{er} janvier 2019 ou dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de ce paragraphe pour leur pays, selon l'éventualité la plus éloignée. Toute Partie visée au paragraphe 1 de l'article 5 qui décide qu'elle n'est pas en position de créer et de mettre en place un tel programme d'ici le 1^{er} janvier 2019 peut retarder cette décision jusqu'au 1^{er} janvier 2021.

⁷ Le gouvernement a mis en œuvre plusieurs activités sur l'amélioration de l'efficacité énergétique avec et sans le soutien de sources à l'extérieur du Fonds multilatéral. Ces activités évoluent selon des exigences du pays. Ainsi, l'information sur les types de projets est illustrative et non exhaustive.

Principales conclusions et enseignements tirés

9. Les pays ont acquis de l'expérience concernant le processus de ratification de l'Amendement de Kigali et la mise en œuvre des activités de facilitation de la réduction progressive des HFC au cours de la mise en œuvre des activités de facilitation. Elles est résumée ci-dessous :

- a) Le rapport d'évaluation du pays permettant de comprendre les tendances de consommation aide les parties prenantes à définir les mesures à prendre et leurs responsabilités dans l'application de ces mesures; les lignes directrices sur les méthodes de collecte de données et les questionnaires de sondage/modèles de rapport structurés ont été préparés et communiqués à toutes les parties prenantes concernées; les activités en lien avec les plans d'action sur le refroidissement et l'amélioration de l'efficacité énergétique recevant le soutien des sources de financement à l'extérieur du Fonds multilatéral présentent également des occasions de coordonner et de collaborer à la mise en œuvre de projets pour réduire progressivement les HFC; et les interfaces avec les activités existantes et prévues des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) ont été internalisées en analysant les niveaux de consommation de HCFC et de HFC, et en consultant les parties prenantes de l'industrie;
- b) Le renforcement des programmes d'octroi de permis et de quotas afin d'y inclure les HFC et les HFC contenus dans des mélanges est une action prioritaire pour le suivi et l'établissement de rapports, qui exigent des consultations approfondies avec les institutions compétentes; la mise en place de programmes en ligne est appréciée par les douaniers et les importateurs car ils leur permettent d'économiser du temps, des coûts et des efforts; le renforcement des capacités et la formation supplémentaire des représentants en collecte et en suivi de données sont aussi des actions prioritaires; et la formation des douaniers et des agents d'exécution ainsi que le renforcement des points de contrôle frontaliers grâce à de l'équipement d'identification sont essentiels afin de prévenir le commerce illicite des HFC;
- c) Le suivi continu auprès des autorités responsables de l'élaboration, de la mise au point et de l'approbation des politiques et réglementations sur les HFC par le Bureau national de l'ozone est essentiel. Comme les activités en lien avec les HFC portent sur un nouveau groupe de substances comprenant des mélanges et des substances de remplacement devant être manipulés avec soin, des efforts supplémentaires sont nécessaires afin de renforcer les capacités des différentes parties prenantes nationales pour la collecte de données, le suivi et l'établissement de rapports;
- d) D'importants efforts s'imposent afin d'approuver les réglementations concernant l'adoption de frigorigènes à faible PRG, surtout en ce qui concerne la sécurité; le renforcement des capacités, comprenant la formation et la diffusion de renseignements techniques, est essentiel à l'adoption durable de frigorigènes à faible PRG inflammables, toxiques et fonctionnant à haute pression; et le renforcement des capacités des institutions de formation et techniques, et la formation et la certification des techniciens d'entretien en manipulation de frigorigènes à faible PRG, sont essentiels;
- e) La mise en place de normes minimales de performance énergétique, d'un régime de taxes/droits progressif fondé sur l'efficacité énergétique de l'équipement de réfrigération et de climatisation sans HFC et de taxes plus élevées pour les produits à base de frigorigènes à PRG élevé encourage l'industrie à faire la transition à de l'équipement à PRG moins élevé et plus éconergétique; et bien que l'importation d'équipement de réfrigération et de climatisation usagé moins éconergétique ait des conséquences sur la mise en place des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique, plusieurs activités de

diffusion d'information et de renforcement des capacités sont menées afin de réduire au minimum ces importations;

- f) Le recensement d'experts locaux pour entreprendre des activités exige le soutien continu du Bureau national de l'ozone et pour le renforcement des capacités; et
- g) Les activités de sensibilisation et de rayonnement par le biais de consultations et de communications régulières sont essentielles afin que les parties prenantes comprennent bien les répercussions de l'Amendement de Kigali.

Difficultés possibles

10. Voici les principales difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre des activités de facilitation :
- a) La pandémie de la COVID-19 a été un obstacle à la réalisation des activités dans les délais approuvés pour les pays visés à l'article 5, surtout en ce qui a trait aux consultations en personne des parties prenantes pour l'élaboration et la mise au point des réglementations sur les HFC, la ratification de l'Amendement de Kigali et l'achèvement des programmes de formation prévus au projet;
 - b) Les retards dans le règlement par voie administrative et le processus d'approbation pour la ratification de l'Amendement de Kigali et la mise au point des réglementations ont créé des difficultés dans certains pays visés à l'article 5; un suivi étroit, le soutien des décideurs du gouvernement, le renforcement des capacités et la diffusion d'information à l'intention des représentants du gouvernement ont aidé à amoindrir les retards;
 - c) La situation politique difficile et les problèmes de sécurité dans certains pays visés à l'article 5 ont entraîné des retards dans la mise en œuvre des projets; et
 - d) Des consultations ont été menées pendant la mise en œuvre, notamment en ce qui concerne la collecte de données et les exigences d'établissement de rapports et l'utilisation des HFC et des substances de remplacement sans HFC dans différentes applications (p. ex., la réfrigération et climatisation, la mousse de polyuréthane). L'importance de l'offre de formation et de soutien technique aux techniciens afin de garantir l'adoption sécuritaire des substances de remplacement à faible PRG dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation a été soulignée. La mise en œuvre des activités de formation portant sur l'utilisation sécuritaire des substances de remplacement au titre des PGEH a offert un soutien aux techniciens d'entretien de l'équipement à base de HCFC concernant l'utilisation sécuritaire de substances de remplacement à faible PRG; la mise en œuvre de réglementations et d'autres mesures de soutien concernant l'utilisation sécuritaire d'équipement à base de frigorigènes à faible PRG (p. ex., normes nationales régissant l'importation et l'utilisation d'équipement de réfrigération et climatisation, les programmes d'encouragement pour les utilisateurs finaux concernant l'équipement de réfrigération et climatisation à faible PRG, les programmes de certification des techniciens d'entretien sur les pratiques d'entretien sécuritaires) et les activités de diffusion d'information et de sensibilisation concernant les substances écologiques à faible PRG menées au cours du PGEH ont accru le niveau de sensibilisation des parties prenantes nationales aux technologies à faible PRG, surtout dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation.

11. Les activités de facilitation ont aidé les pays visés à l'article 5 à entreprendre des consultations et la mise en œuvre d'activités sur le suivi de la consommation de HFC et l'adoption de substances de remplacement sans HFC. Les difficultés particulières devant être réglées lors de la réduction progressive des HFC et les synergies à regrouper lors de la mise en œuvre de l'élimination des HCFC et de la réduction progressive des HFC au cours des prochaines années pourront être précisées lorsque les pays visés à l'article 5 entreprendront la préparation de la stratégie de réduction progressive des HFC, à la suite de l'approbation des lignes directrices par le Comité exécutif.

Sommes approuvées et décaissées

12. La somme totale de 23 663 803 \$US a été approuvée pour les projets d'investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC financés au titre des contributions supplémentaires volontaires d'un groupe de 17 pays donateurs, et la somme de 11 649 361 \$US a été décaissée.